



CHAPITRE 108

CHAPTER 108

Loi modifiant la loi constituant en corporation le village de la Pointe-au-Pic

An Act to amend the act incorporating the village of Pointe au Pic

[Sanctionnée le 18 décembre 1952]

[Assented to, the 18th of December, 1952]

Préambule.

ATTENDU que la corporation du village de la Pointe-au-Pic a, par sa pétition, représenté qu'elle a été constituée en corporation par la loi 40 Victoria, chapitre 46;

Attendu que sa dite charte a été modifiée par les lois 1 Édouard VII, chapitre 53 et 5 Édouard VII, chapitre 51;

Attendu que sauf quant à ce qui est autrement prévu dans les susdites lois, la corporation est régie par les dispositions du Code municipal;

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration des affaires de la corporation que sa charte soit de nouveau modifiée afin de donner à la corporation tous les pouvoirs dont elle a besoin pour régler certains problèmes d'intérêt public et dont la solution est d'une nécessité urgente;

Attendu qu'en vue de protéger la santé publique ainsi que la vie et les biens de ses contribuables la corporation par son règlement numéro 64 adopté le 15 août 1950, a décrété l'établissement d'un réseau municipal d'aqueduc avec système de protection contre l'incendie, l'acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation de l'aqueduc actuel appartenant à la Compagnie d'Aqueduc de Pointe-au-Pic, l'exécution des travaux nécessaires à ces fins, un emprunt pour en solder le coût et l'appropriation des deniers nécessaires;

WHEREAS the corporation of the village of Pointe au Pic has, by its petition, represented that it was incorporated by the act 40 Victoria, chapter 46;

Whereas its said charter was amended by the acts 1 Edward VII, chapter 53 and 5 Edward VII, chapter 51;

Whereas except as otherwise provided in the aforesaid acts, the corporation is governed by the provisions of the Municipal Code;

Whereas it is in the interest of the proper administration of the affairs of the corporation that its charter be again amended so as to give the corporation all the powers requisite to settle certain problems of public interest the solution of which is urgently necessitated;

Whereas with a view to protecting public health and the life and property of its ratepayers, the corporation, by its by-law number 64 passed on the 15th of August, 1950, enacted the establishment of a municipal waterworks system with a fire protection system, the acquisition by agreement or expropriation of the present waterworks owned by the "Compagnie d'Aqueduc de Pointe au Pic," the carrying out of the works necessary for such purposes, a loan to pay the cost thereof and the appropriation of the necessary moneys;

Attendu que le ministère de la santé et le Commissariat provincial des incendies ont approuvé le projet de la corporation et que le règlement numéro 64 a de plus été approuvé par les électeurs propriétaires de la municipalité, par le ministre des affaires municipales et par la Commission municipale de Québec;

Attendu qu'un incendie désastreux a détruit le printemps dernier huit résidences et leurs dépendances dans la municipalité et que si la marée haute n'eut pas permis, à ce moment, de pomper l'eau du fleuve St-Laurent, le village de Pointe-au-Pic risquait d'être détruit dans de grandes proportions;

Attendu que la corporation, en exécution du règlement numéro 64, a exécuté à date des travaux considérables pour la mise en œuvre des projets ci-dessus mentionnés;

Attendu que pour ces fins, la corporation doit acquérir de la Compagnie d'Aqueduc de Pointe-au-Pic les sources, réservoirs, tuyaux d'adduction et de distribution, appareils de chloration, terrains, droits, servitudes et autres accessoires situés partie dans les limites de la municipalité et partie en dehors de ses limites;

Attendu qu'en fait, la corporation, faute d'entente à l'amiable avec les membres de ladite société, a commencé les procédures d'expropriation prévues au Code municipal et que l'indemnité payable a été fixée par les estimateurs;

Attendu que les membres de ladite société ne cessent de prétendre judiciairement que la corporation n'a pas le pouvoir de poursuivre cette expropriation;

Attendu que les membres de ladite société en contestant la validité du règlement numéro 64 et le droit d'expropriation de la corporation, empêchent cette dernière de prendre possession de cette partie du réseau de ladite société dont elle a besoin pour parfaire les travaux et mettre en opération le système dont elle poursuit l'établissement;

Attendu que pour éliminer tout doute sur l'étendue des droits et pouvoirs de la corporation, il est nécessaire et urgent dans l'intérêt public, qu'une loi les précisant soit adoptée;

Whereas the Department of Health and the Provincial Fire Commissariat have approved the project of the corporation and by-law number 64 was also approved by the electors who are property-owners of the municipality, by the Minister of Municipal Affairs and by the Quebec Municipal Commission;

Whereas last spring a disastrous fire destroyed eight residences and their dependencies in the municipality and if the high tide had not made it possible at the time to pump water from the St. Lawrence river, the village of Pointe-au Pic was in danger of being in large part destroyed;

Whereas the corporation, pursuant to by-law number 64, has to-date done considerable work in carrying out the above mentioned projects;

Whereas for such purposes, the corporation must acquire from the Compagnie d'Aqueduc de Pointe au Pic the springs, reservoirs, supply and distribution pipes, chloration apparatus, lands, rights, servitudes and other accessories situated partly within the limits of the municipality and partly outside its limits;

Whereas in fact, the corporation, in the absence of a private agreement with the members of the said firm, has commenced the expropriation proceedings provided for by the Municipal Code and the indemnity to be paid has been fixed by the assessors;

Whereas the members of the said firm persist in claiming judicially that the corporation has no power to make such expropriation;

Whereas the members of the said firm, by disputing the validity of by-law number 64 and the corporation's right to expropriate, are preventing the latter from taking possession of the portion of the said firm's system which it needs to complete the work and to put in operation the system it is establishing;

Whereas to remove any doubt as to the extent of the rights and powers of the corporation, it is necessary and urgent in the public interest that an act be passed to specify the same;

Attendu que la corporation a toujours été disposée à payer l'indemnité juste et équitable qui pourrait être fixée suivant la loi;

Attendu que pour d'autres fins administratives la corporation a besoin de plus amples pouvoirs que ceux qui lui sont conférés présentement et qu'à ces fins elle demande certains autres amendements à sa charte;

Attendu qu'il est à propos de faire droit aux différentes demandes contenues dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1876,
c. 46,
a. 4b, am.

1. L'article 4b de la loi 40 Victoria, chapitre 46, édicté par l'article 3 de la loi 1 Édouard VII, chapitre 53 est modifié,

a) en remplaçant le paragraphe 5 par le suivant:

Charretiers, etc.

"5. Pour autoriser l'octroi de licences aux charretiers ou rouliers publics, propriétaires et conducteurs de voitures de louage publiques, de chevaux de selle gardés pour être loués, et de chevaux et voitures loués au mois ou pour la saison d'été dans le village, conformément à l'article 700 du Code municipal; les obliger à prendre une licence annuelle; et régler tout ce qui concerne les charretiers ou rouliers publics et leurs voitures;"

b) en remplaçant le paragraphe 10 par le suivant:

Encanteurs, etc.

"10. Pour imposer, prélever et percevoir annuellement une taxe n'excédant pas cinquante dollars, sur tout encanteur, bijoutier, orfèvre, peintre, boulanger, boucher, forgeron, charron, menuisier, charpentier, tailleur, meublier, tanneur, ferblantier, plombier, couvreur, cordonnier, entrepreneur de bâtisses, et autres personnes exerçant un métier ou un art quelconque dans les limites du village, en y travaillant habituellement ou y tenant boutique comme propriétaire, ou agent, ou contremaître, laquelle taxe peut être proportionnée, autant que possible, aux revenus probables des maîtres, agents et contremaîtres;"

c) en remplaçant le paragraphe 13 par le suivant:

Whereas the corporation has always been willing to pay any fair and equitable indemnity which might be fixed pursuant to law;

Whereas for other administrative purposes the corporation needs more extensive powers than those which it now possesses and to that end prays for certain other amendments to its charter;

Whereas it is expedient to grant the various prayers contained in the said petition,

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 4b of the act 40 Victoria, chapter 46, as enacted by section 3 of the act 1 Edward VII, chapter 53, is amended.

1876,
c. 46,
s. 4b, am.

a. by replacing paragraph 5 thereof by the following:

"5. For authorizing the granting of licenses to carters, or public carriers owners and drivers of vehicles for public hire, of saddle-horses kept for hire, and of horses and vehicles hired by the month or for the summer season in the village, in accordance with article 700 of the Municipal Code; for compelling them to take out annual licenses; and for regulating everything concerning carters or public carrier and their vehicles;"

Carters, etc.

b. by replacing paragraph 10 thereof by the following:

"10. For imposing, levying and collecting, annually, a tax, not exceeding fifty dollars, on every auctioneer, jeweller, goldsmith, painter, baker, butcher, blacksmith, wheelwright, joiner, carpenter, tailor, cabinet-maker, tanner, tinsmith, plumber, roofer, shoemaker, builder, and other person carrying on any trade or art within the limits of the village, working there habitually or keeping an establishment therein as proprietor, agent or foreman; which tax may, as much as possible, be in proportion to the probable revenue of the proprietors, agents and foremen;"

Auctioneers, etc.

c. by replacing paragraph 13 thereof by the following:

Colpor-
teurs, etc.

"13. Pour imposer, prélever et percevoir annuellement une taxe n'excédant pas cinquante dollars sur tout colporteur, marchand ambulant allant de maison en maison pour offrir en vente des marchandises et effets quelconques; sur tout négociant, commerçant et trafiquant, vendant ou offrant en vente ses marchandises et effets dans les chemins, ou rues, ou sur les places publiques, sur les quais, dans une chaloupe, une goélette, un bateau ou autre vaisseau, ou dans une voiture quelconque; sur tout propriétaire ou possesseur d'un fonds de commerce ou d'effets et marchandises qui vient s'établir temporairement dans le village pour vendre des effets et marchandises, laquelle taxe peut être proportionnée au genre d'affaires et à son importance, et sera prélevée en obligeant tel colporteur, marchand ambulant, commerçant et marchand temporaire et autre détailleur à obtenir du conseil, en payant la taxe imposée, une licence lui permettant de vendre dans les limites de la ville; pourvu que rien dans cette section ne s'applique aux cultivateurs qui viennent vendre les produits de leurs fermes à domicile dans les limites de la municipalité;"

d) En remplaçant le paragraphe 16 par le suivant:

Non rési-
dants.

"16. Ordonner et exiger pour l'octroi des licences en vertu des paragraphes précédents 5, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 des personnes ne résidant point dans la municipalité depuis douze mois, un prix double de ceux fixés ci-dessus;"

1876,
c. 46,
a. 4i,
remp.

2. L'article 4i de ladite loi édicté par l'article 2 de la loi 5 Édouard VII, chapitre 51, est remplacé par le suivant:

Qualités
requis
des mem-
bres du
conseil.

"4i. Nul ne pourra être nommé membre du conseil ni agir comme tel s'il n'a pas eu son domicile dans les limites du village de la Pointe-au-Pic, sans interruption, durant l'année qui précède son élection, et s'il ne possède, en son nom, comme propriétaire, des biens-fonds situés dans les limites de la municipalité, et évalués à au moins six cents dollars, et s'il ne possède les autres qualités exigées par la loi."

Peddlers,
etc.

"13. For imposing, levying and collecting, annually, a tax, not exceeding fifty dollars, upon every peddler or hawker who goes from house to house to sell any kind of goods and merchandise; upon every merchant or trader whomsoever selling or offering his goods for sale in the roads, streets or public places, on the wharves, in a boat, schooner or other vessel, or in any vehicle; and upon every proprietor or possessor of a stock-in-trade or goods and merchandise who settles temporarily in the village, for the purpose of selling and offering such goods and merchandise for sale; such tax shall be in proportion to the kind of business and to its importance, and shall be levied by compelling such peddler, hawker, trader temporarily in the town and other retailers to take out a license from the council to sell within the limits of the town, by paying the taxes imposed; provided nothing in this section shall apply to farmers bringing in and selling the produce of their farms at the residences in the municipality;"

d. by replacing paragraph 16 thereof by the following:

Outsiders.

"16. For ordering and exacting for the granting of the licenses under the foregoing paragraphs 5, 9, 10, 11, 12, 13 and 14, from persons who have not resided in the municipality for twelve months, double the price above specified;"

2. Section 4i of the said act as enacted by section 2 of the act 5 Edward VII, chapter 51, is replaced by the following:

1876,
c. 46,
s. 4i,
replaced.

"4i. No person can be appointed a member of the council, nor act as such, unless he has his domicile within the limits of the village of Pointe au Pic uninterruptedly during the year preceding his election, and unless he possesses as owner, in his own name, real estate situate within the limits of the municipality and valued at the least at six hundred dollars, and unless he possesses the other qualifications required by law."

Qualifi-
cation of
members
of coun-
cil.

1876,
c. 46,
a. 4n, ab.

3. L'article 4n de ladite loi, édicté par l'article 2 de la loi 5 Édouard VII, chapitre 51, est abrogé.

Règle-
ment
validé.

4. Le règlement numéro 64 de la corporation du village de Pointe-au-Pic, tel qu'adopté par son conseil le 15 août 1950 et approuvé par les électeurs propriétaires de la municipalité, par la Commission municipale de Québec, et par le ministre des affaires municipales, est déclaré valide à toutes fins que de droit.

Expro-
priation
autorisée.

5. Nonobstant les dispositions de toute loi générale ou spéciale, la corporation du village de Pointe-au-Pic est autorisée à exproprier le réseau d'aqueduc appartenant à la Compagnie d'Aqueduc de Pointe-au-Pic ainsi que les ruisseaux et sources d'approvisionnement du dit réseau, les réservoirs, les tuyaux d'adduction et de distribution, les appareils de chloration, les bornes-fontaines, les terrains, droits et autres accessoires tant mobiliers qu'immobiliers, situés dans et en dehors de la municipalité, alimentant les contribuables de la municipalité et certains usagers résidant dans la paroisse de St-Étienne de La Malbaie et dans la municipalité du village de La Malbaie, desservis par les conduites passant dans les limites de cette paroisse et de ce village, et notamment:

a) le système proprement dit et les servitudes et droits, accessoires et propriétés nécessaires à l'exploitation dudit système, dans la municipalité du village de Pointe-au-Pic et dans la paroisse de St-Étienne de La Malbaie et la demie indivise, propriété de la Compagnie d'Aqueduc de Pointe-au-Pic, de la partie dudit système appartenant conjointement à ladite compagnie et à la corporation du village de La Malbaie;

b) les terrains de ladite compagnie faisant partie du bassin du "Petit Ruisseau", savoir, partie des lots originaires numéros 764, 765 et 766 du cadastre de la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie;

c) les terrains de ladite compagnie faisant partie des bassins du "Ruisseau Tremblay" et du "Ruisseau Joyeux", savoir les lots numéros 851, 852, 853, 854 partie,

3. Section 4n of the said act as enacted by section 2 of the act 5 Edward VII, chapter 51, is repealed.

1876,
c. 46,
s. 4n,
repealed.

4. By-law number 64 of the corporation of the village of Pointe au Pic, as passed by its council on the 15th of August 1950, and approved by the electors who are property-owners of the municipality, by the Quebec Municipal Commission, and by the Minister of Municipal Affairs, is declared valid for all legal purposes.

By-law
validated.

5. Notwithstanding the provisions of any general law or special act, the Corporation of the village of Pointe au Pic is authorized to expropriate the waterworks system owned by the Compagnie d'Aqueduc de Pointe au Pic as well as the brooks and sources of supply for the said system, the reservoirs, supply and distribution pipes, chlorination apparatus, hydrants, lands, rights and other accessories both moveable and immovable, situated within or outside the municipality, supplying the ratepayers of the municipality and certain users residing in the parish of St. Etienne de La Malbaie and in the municipality of the village of La Malbaie, supplied by pipes passing within the limits of such parish and village, and in particular:

Expro-
priation
author-
ized.

a. the system itself and the servitudes and rights, accessories and properties necessary for the operation of the said system, in the municipality of the village of Pointe au Pic and in the parish of St. Etienne de La Malbaie and the undivided half, belonging to the compagnie d'Aqueduc de Pointe au Pic, of the portion of the said system owned jointly by the said company and the corporation of the village of La Malbaie;

b. the said company's lands forming part of the basin of the "Petit Ruisseau", to wit, part of original lots numbers 764, 765 and 766 of the cadastre of the parish of St. Etienne de La Malbaie;

c. the said company's lands forming part of the basins of "Ruisseau Tremblay" and "Ruisseau Joyeux", to wit, lots numbers 851, 852, 853, part of 854, part

855 partie, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 867 et 868 du cadastre de la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie, et le lot numéro 82 du rang St-Jean, en la paroisse de Sainte-Agnès;

d) les droits et servitudes de ladite compagnie sur le bassin du "Petit Ruisseau" affectant les lots numéros 816, 814, 811, 809, 808, 807, 804, 802, 800, 798, 797, 795, 793 et 765 et 764 partie, du cadastre de la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie;

e) les droits et servitudes de la dite compagnie sur le bassin du "Ruisseau Tremblay" et du "Ruisseau Joyeux" affectant les lots numéros 697, 698, 699, 703, 708, 708-A, 711, 711-A, 719, 721, 722, 728, 729, 730, 747 et 855 du cadastre de la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie.

of 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 867 and 868 of the cadastre of the parish of St. Etienne de La Malbaie, and lot number 82 of St. Jean range, in the parish of Ste. Agnès;

d. The rights and servitudes of the said company over the basin of the "Petit Ruisseau" affecting lots numbers 816, 814, 811, 809, 808, 807, 804, 802, 800, 798, 797, 795, 793 and 765 and part of 764 of the cadastre of the parish of St. Etienne de La Malbaie;

e. the rights and servitudes of the said company over the basins of the "Ruisseau Tremblay" and "Ruisseau Joyeux" affecting lots numbers 697, 698, 699, 703, 708, 708-A, 711, 711-A, 719, 721, 722, 728, 729, 730, 747 and 855 of the cadastre of the parish of St. Etienne de La Malbaie.

Propriété 6. La corporation devient propriétaire de tout ce qui est décrit à l'article précédent, dès l'entrée en vigueur de la présente loi et elle est autorisée à en prendre possession définitive comme telle à compter de ce moment, libre, pour ce qui a rapport à ladite compagnie d'aqueduc seulement, de toute charge autre que l'obligation de payer l'indemnité dont il sera question ci-après.

6. The corporation becomes the owner of everything described in the preceding section, upon the coming into force of this act and it is authorized to take definitive possession thereof as such from and after that time, free, respecting the said aqueduct company only, of all charges except the obligation to pay the indemnity hereafter to be considered.

Indemnité. 7. A défaut d'entente entre la corporation et les propriétaires de la Compagnie d'Aqueduc de Pointe-au-Pic sur l'indemnité à être payée par suite de l'expropriation ci-dessus décrétée, telle indemnité sera fixée par la Régie des services publics sur demande de l'une ou de l'autre des parties, avec appel devant la Cour du banc de la reine.

7. Failing agreement between the corporation and the owners of the Compagnie d'Aqueduc de Pointe au Pic as to the indemnity to be paid following the expropriation hereinabove enacted, such indemnity shall be fixed by the Public Service Board upon application by the either party, with appeal before the Court of Queen's Bench.

Exécution. 8. La détermination de l'indemnité par la Régie des Services Publics ou, s'il y a lieu, par la Cour du banc de la reine, constitue un jugement contre la corporation et est exécutoire contre elle conformément aux articles 811 et suivants du Code municipal, avec les mêmes formalités et les mêmes délais.

8. The fixing of the indemnity by the Public Service Board or, if occasion there be, by the Court of Queen's Bench, shall constitute a judgment against the corporation and shall be executory against it in accordance with articles 811 and following of the Municipal Code, with the same formalities and the same delays.

Vente d'eau. 9. La corporation du village de Pointe-au-Pic est autorisée à vendre l'eau en dehors de ses limites aux usagers résidant

9. The corporation of the village of Pointe au Pic is authorized to sell water outside its limits to users residing in the

dans la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie et dans le village de La Malbaie, desservis par les conduites passant dans les limites de ces municipalités et faisant l'objet de l'expropriation décrétée par la présente loi.

parish of St. Etienne de La Malbaie and in the village of La Malbaie, supplied by pipes passing within the limits of such municipalities and being subject to the expropriation enacted in this act.

Vente
d'eau.

10. Telle vente en dehors des limites de la municipalité du village de Pointe-au-Pic sera faite aux prix et conditions fixés par la Régie des services publics qui exercera en cette matière la juridiction que lui confère sa loi organique.

10. Such sale outside the limits of the municipality of the village of Pointe au Pic shall be made at the prices and on the conditions fixed by the Public Service Board which shall exercise in this respect the jurisdiction conferred on it by the act which created it. Sale of water.

Causes
pendan-
tes.

11. La présente loi n'affecte pas, quant aux frais, les causes pendantes devant les tribunaux.

11. This act shall not affect, as to costs, pending cases before the courts. Pending cases.

Entrée en
vigueur.

12. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.